

LE MADAWASKA

Dep't Public Works of N.B. Imprimerie du Madawaska

EDMUNDSTON, N. B. 19 MARS, 1925

J.-G. BOUCHER, rédacteur

POUR LA PROTECTION DU POISSON ET DU GIBIER

Plusieurs personnes du comté ont reçu, au cours des derniers jours, une lettre circulaire rédigée dans les deux langues (ce qui montre la largeur d'esprit des organisateurs) démontrant le besoin urgent d'une organisation dans le comté de Madawaska pour la protection du poisson et du gibier. Cette circulaire fait appel à toutes les personnes intéressées directement ou indirectement pour joindre l'association en formation.

Chacun se rappelle avoir entendu les vieux raconter leurs voyages de pêche et de chasse d'autrefois, alors qu'ils revenaient chargés de poissons ou de gibier. C'était alors le temps où les rivières et les lacs fournissaient de belles truites, le temps où les forêts abondaient en chevreuils et en orignaux. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Nos lacs sont vides, l'eau de nos rivières n'est plus comme autrefois troublée par le "saut" des truites. Nos bois ont été désertés par le gibier. Tout cela est dû au manque de précaution, aux déboisements, aux lois de pêche et de chasse, aux écluses construites dans les rivières sans y mettre d'échelles par où le poisson pourrait remonter. L'emploi des explosifs et de certains instruments prohibés ont été une cause du gaspillage de notre poisson. Les amateurs de pêche ou de chasse qui de nos jours font une excursion du genre, doutent de leur adresse, tant le gibier et le poisson sont rares.

Le Club de Pêche et de Chasse de Madawaska va remédier à cet état lamentable. L'union de centaines de contribuables du comté aura une grande influence auprès des gouvernements. Cette association pourra (c'est là un de ses buts) exiger que le gouvernement applique sévèrement les lois de pêche et de chasse. Elle verra à ce que les gardes-chasse et gardes-pêche soient en nombre suffisant et capables de remplir consciencieusement leur devoir.

Le Club a déjà fait la demande au ministère des Pêcheries, à Ottawa, de plusieurs centaines de milles fretins ou jeunes truites qui seront distribués vers le mois de juin dans le lac Unique, le lac Baker, les rivières, Iroquois, Verte, Quisibis, la Grande-Rivière de St-Léonard, etc.

Comme on peut le voir, le champ d'action de cette association est vaste. Elle fera connaître aux touristes nos ressources de poissons et de gibier, et essaiera de les attirer dans notre comté. L'œuvre mérite donc l'attention de tous les résidents du Madawaska. C'est pourquoi nous nous adressons à tous les résidents du comté à joindre le Club. Il n'en coûte qu'un dollar par année et cette minime somme sera certainement bien placée. Adressez votre souscription à M. T. J. Scott, Edmundston, et vous recevrez une carte de membre.

A l'honneur des organisateurs, nous ne pouvons passer sous silence le beau geste qu'ils ont fait en ayant leur papeterie toute entière imprimée dans les deux langues officielles du Canada. C'est un exemple que plusieurs devraient suivre. Et quand le Club n'aurait que ce bel acte à son crédit, ce serait déjà beaucoup.

J.-G. B.

LA SESSION PROVINCIALE

La cinquième session de la huitième assemblée législative du Nouveau-Brunswick s'est ouverte à trois heures, jeudi dernier, avec toute la pompe et le cérémonial d'usage.

Nous publions en page intérieure une correspondance parue dans "Le Soleil", du représentant de ce journal aux débats de la législature. L'on y trouvera un aperçu du discours du trône.

Sauf les discours de MM. Scully et Wetmore qui respectivement proposèrent et secondèrent l'adresse, en réponse au discours du Trône, rien de bien important se passa à la Législature à la fin de la semaine. Les travaux de la session furent ajournés vendredi et reprirent mardi de cette semaine.

A l'ouverture des débats, mardi, M. Charles D. Richards, chef de l'opposition fit un discours de plus de deux heures. Il recapitula le discours du Trône et critiqua avec ardeur la politique complète de l'administration Véniot. Ses critiques se portèrent le plus sur le développement des énergies électriques dans la province. Il déclara avec emphase que Musquash est plutôt un fardeau pour la province. "Le développement de l'hydro est une question importante pour la population du Nouveau-Brunswick", dit l'orateur, "je suis en faveur d'un tel développement s'il peut se faire d'une façon économique pour l'avantage commercial et industriel de la province." Relativement au développement du Grand Sault, M. Richards déclare que le gouvernement n'en peut prédire la possibilité avant de connaître le coût des terrains expropriés et de l'obtention de tous les permis.

M. Richards critique fortement le peu d'effort que fait le gouver-

nement pour appliquer la loi de prohibition. L'on ne fait pas observer la loi, dit l'orateur, pour accumuler des revenus. Et il ajoute que c'est faire insulte à la population de la province que de prétendre qu'un effort honnête est fait pour l'application de cette loi.

En terminant, le chef de l'opposition accuse le gouvernement d'avoir augmenté la dette générale de la province au montant de \$31,000,000. Et il ajoute que malgré un plus grand revenu, le gouvernement actuel a mis en pratique une politique d'extravagance.

Toujours la question des livres d'écoles que le gouvernement voudrait distribuer gratuitement aux élèves des bas grades, M. Richards prétend que c'est là une tactique d'élection seulement.

Après-midi le Premier Ministre Véniot a du répondre à M. Richards. Son discours devait prendre presque toute l'après-midi. Le député de Restigouche, M. Stewart et le député d'Albert avaient ensuite parlé.

ICI ET LA

—Une grande réunion assemblée, l'autre dimanche, à Evreux, France, les membres de la Fédération Nationale catholique du diocèse, sous la présidence de S. G. Mgr Chauvin; 10,000 personnes massées en plein air dans l'immense stade du patronage Jeanne d'Arc ont acclamé les revendications pour la liberté religieuse. Le général de Castelnau, groupé, n'avait pu se rendre à Evreux mais l'abbé Ritz, conseiller général de Metz et directeur du Lorrain, montra comment le Lorrain et l'Alsace ont puisé dans la fidélité à leur foi catholique la fidélité à la patrie française. Ce fut une magnifique journée remplie d'enthousiasme et de viriles résolutions.

G. N. TRICOCHÉ

VARIETES

LE "TOUR DE FRANCE"

Il n'y a pas encore bien longtemps que certains artisans en France, ne songeaient pas à s'établir définitivement dans un pays étranger. En d'autres termes, il leur fallait faire ce qu'on appelle "Le Tour de France", puisqu'en réalité le tour de France n'est qu'un voyage de tournée de localités, comprenant, si possible, Paris. A cette époque où les journaux techniques n'existaient pas, où les nouvelles inventions ou méthodes ne pénétraient très lentement et ne pénétraient même pas dans bien des régions, il était indispensable pour beaucoup d'ouvriers et artisans de "voir du pays", afin de se tenir au courant du progrès. Ce n'était pas là une petite affaire, étant donnée la difficulté des communications. Le trajet se faisait inévitablement à pied, faute d'argent. Mais le voyageur n'était pas du tout aussi malheureux qu'on pourrait le croire. D'abord, rien ne pressait. Ensuite, le "Com-

George N. Tricoché

MORT DE M. LE CHANOINE DUMAIS

M. le chanoine Ludger Dumais, supérieur du collège de Saint-Anne de la Pocatière est mort samedi matin.

M. le chanoine Dumais a succombé dans la nuit de vendredi à samedi à une maladie dont il souffrait depuis longtemps. Il était âgé de 59 ans.

M. Dumais naquit à St-Denis de la Boutillerie, comté de Kamouraska, le 24 mars 1866, de Vincent Dumais et de Marie-Olivier Hudon. Il fit ses études au collège de Ste-Anne de la Pocatière.

Il fut ordonné prêtre par Son Eminence le cardinal Taschereau dans la basilique de Québec, le 23 mai 1891.

Professeur dans les classes de Syntaxe et de Belles-Lettres, pendant quelques années, il devint professeur de Rhétorique en 1891 et remplit les fonctions pendant dix-sept ans, tout en étant "chef des Etudes, au cours classique.

En 1908, il fut élu supérieur du collège, pour la première fois. En 1917, il devint procureur, et en 1923, il fut nommé supérieur pour la deuxième fois.

Il avait été créé chanoine honoraire de Québec, il y a quelques années.

Les funérailles ont eu lieu au collège de Ste-Anne, hier. Le Madawaska offre au Collège de Ste-Anne et à la famille du défunt l'expression de ses vives condoléances.

—M. Aurélien Bélanger, député de Russell à la Législature de Toronto, interpelle le gouverneur Ferguson, pour savoir de lui ce qu'a coûté à sa province, depuis 1912, rien qu'en frais de procédures, le maintien du néfaste Règlement XVII.

—Le Premier ministre Armstrong, de la Nouvelle Ecosse, fait un accueil aux propositions conciliantes des mineurs du Cap Breton, frappés de quarantaine par leurs patrons. Il se déclare prêt à les rencontrer, et à discuter à propos la situation à fond notamment en ce qui a trait à la protection des houillères.

—On annonce, de Londres, que l'entente mutuelle entre les gouvernements de la Grande Bretagne et du Canada, pour l'établissement subventionné, de milliers de familles anglaises en notre pays, vient de commencer à fonctionner. Un premier millier de familles va nous arriver bientôt, et l'opération se renouvelera d'année en année, pendant trois ans.

MILLERAND FAIT LE PROCES DU CABINET HERRIOT ET DEMONTE L'OEUVRE NEFASTE DU CARTEL

Hommage aux victimes de l'agression de Marseille — Duperie — Une inconvenance.

LA CRISE ECONOMIQUE

Billet du Jeudi

PENSEZ-Y BIEN

J'étais à tuer bien tranquillement dans mon bureau, l'autre jour, tout en lisant "D'où venons-nous" de l'abbé Moreux, lorsque m'arrive presque en courant l'ami Louis tenant en main "L'Acadien".

—Qu'as-tu, mon vieux, tu dis-le en lui approchant un siège? Tu m'as l'air de mauvaise humeur.

—Comment qu'il me répond en s'essouffant, tu n'as pas lu le billet que l'on nous a envoyé le dernier numéro de "L'Acadien".

—Un poulet? Mais j'avais toujours cru que ce journal qui "écoute la poussière de son tombeau" aussi souvent qu'il le peut, avait pour mission de défendre la politique libérale et non de promouvoir les intérêts de la basse-cour.

—Ah! tu n'as pas lu? Eh bien! écoute ça.

Mon ami commence la lecture d'un article de trois colonnes, par une citation imparfaite de Boileau. Ce qui me frappe d'abord c'est que l'auteur pose à ses lecteurs une question sensée au titre de "D'où venons-nous". En rapprochant cette question aux prémisses, je me dis: C'est une disertation sur notre origine comme race. L'auteur vient peut-être de faire la lecture de "La Tragédie d'un peuple" et il veut faire bénéficier ses compatriotes qui n'ont pas eu l'avantage de lire ce livre, des mille leçons qui s'en détachent.

Le début était un peu cela, mais qui aurait beaucoup gagné à être débité avec multiple gestes à une convention du 15 août. Tout-à-coup l'auteur redevient lui-même... un politicien. J'avais, depuis le commencement, gardé un sérieux d'église, car les leçons que l'on tire de notre histoire valent celles de bien des sermons, par le dévouement et l'abnégation qu'elle nous enseigne. Mais lorsque l'auteur demande ce "que diraient nos aïeux qui ont tant souffert s'ils savaient de leur tombeau?" je pouffe de rire et je dis à Louis:

ETTE TACTIQUE

Nous attirons l'attention des membres de la Chambre de Commerce dans notre dernier numéro sur ce qui nous semble être une tactique de la part de l'administration du chemin de fer National-Canadien, à savoir que l'on fait disparaître, les uns après les autres les départements qui composent les bureaux du chemin de fer de l'Etat dans notre ville. A ce sujet, M. Michaud, siégeant actuellement aux Communes nous écrit et nous dit qu' aussitôt après la lecture de notre article il a des démarches pour savoir si, réellement telle était la politique de l'administration. M. Michaud, écrit de M. W.-U. Appleton son assurance que rien de ce genre ne serait fait. Nous remercions M. Michaud pour l'attention qu'il a apportée à nos remarques, faites dans le plus grand intérêt des citoyens de la ville. C'est en y voyant cet intérêt que notre député est allé aux informations. Cependant, nous répétons que M. Thornton et ses acolytes sont trop diplomates pour aller crier au public leur programme et leur décision. Une pillule s'avale toujours mieux avec un petit coup d'eau.

J.-G. B.

Marseille. — C. G. — Malgré les invités stupides de certaines organisations, en vue de provoquer de nouveaux troubles à Marseille, à l'occasion de la venue dans cette ville de M. Millerand, l'ancien président de la République a tenu, dans un calme à peu près complet, son assemblée.

C'est vigoureusement applaudi que M. Millerand en rendant hommage à "ceux dont le sang a souillé le pavé de Marseille".

"Il sont tombés, dit-il, pour la cause de la liberté; leur cause se confond avec celle de la liberté".

Puis il a défini les aspirations de l'organisation qu'il préside: "Maintenir et consolider entre tous les bons citoyens, les républicains, cette union qui nous a donné la victoire et qui nous la rendrait aujourd'hui délégué du redressement de ce pays."

LES FAUTES DU CABINET HERRIOT

L'orateur fit une vive critique de la politique du gouvernement et des concessions faites au programme socialiste.

M. Herriot, le 28 janvier, a dit: "Souvenez-vous que la France a aujourd'hui, pour discuter de la paix, un poignard à un centimètre du cœur."

"Ce discours appelait des actes. Quels ont été les actes? Nous avons vu le chef du gouvernement, secrétaire de l'Union, se retirer au lieu de la nation de résister à un an la durée du service militaire sans que l'armée d'instabilité n'ait été créée, sans que toutes les mesures aient été étudiées pour parer à la diminution du temps de service."

UNE DUPEE

M. Millerand reprocha à M. Herriot de s'inspirer au point de vue financier uniquement de considérations de politique intérieure:

—Ma foi, ils regretteraient certainement d'en être sortis, s'ils n'étaient témoins que de telles tartufferies.

Et Louis continue la lecture de l'article qui a pris une tournure ironique. Jamais je ne pouvais m'imaginer qu'un homme atteint de la rage politique pouvait écrire tant de platitudes. Et l'histoire des temps modernes de l'Acadie! Combien peu l'auteur semble la connaître. A l'entendre, on croirait que les parlements fédéral et provincial sont "remplis" de nos représentants.

Louis achève sa lecture, il est à la péroraison. C'est un appel à tous, même les mères de famille "qui m'avez donné à vos chers enfants, avec le lait, l'amour de notre langue et de notre foi." Il est à espérer que ce amour de la langue et de la foi n'a pas été infecté du microbe de la politique et que la génération qui pousse à la coque rempli de cet esprit d'abnégation et de dévouement transmis en eux par atavisme. Et cet appel, c'est un cri de ralliement politique; et c'est signé "Pensez-y bien."

—Ecoute, me dit Louis, en remettant son journal dans sa poche, j'ai toujours été libéral, mon père et mon grand-père étaient libéraux; mais je n'ai pas l'esprit de parti assez enraciné en moi pour ne pas voir dans cet article les bêtises les plus phénoménales. Tiens, si je ne me retiens, je lui répondrais à ce grand-politicien, et d'une belle manière.

—Non, Louis, reste tranquille. Tu sais bien que cet article n'aura pas d'effets. Il est trop long et écrit trop fin pour que les gens prennent la peine de le lire.

PENSEZ-Y PAS.